



## Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT, Isabelle TOUZARD

## Attractivité - Covid-19 - Dispositif Garantie Congrès - Avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public relatif à la gestion et à l'exploitation du Corum et Zénith Sud - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Afin de soutenir les acteurs économiques et renforcer l'attractivité du territoire durant la crise sanitaire, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont mis en place diverses mesures de soutien aux acteurs économiques. L'accueil des congrès est un élément important de l'activité économique du territoire et ses retombées concernent une diversité de professionnels : sites d'accueil, hébergements, traiteurs et restaurants, entreprises de l'évènementiel, techniciens... Il est donc essentiel pour l'économie locale que le tourisme d'affaires se maintienne.

L'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la société Montpellier Events par délibération n°M2019-714 en date du 18 décembre 2019. La convention de délégation de service public est entrée en vigueur le 1er janvier 2020 pour une durée de 8 ans.

Consciente des enjeux et de l'impact des congrès sur l'économie locale, Montpellier Méditerranée Métropole, a demandé à Montpellier Events la mise en place d'une politique incitative pour limiter les frais de reports, d'annulation ou de restrictions de jauge facturés aux organisateurs et pour les inciter à signer de nouveaux événements. La politique tarifaire mise en place venant grever l'équilibre économique de Montpellier Events (pertes de recettes), une compensation tarifaire versée par la Métropole à ce dernier a été créée par délibération du 23 novembre 2020. Ce dispositif appelé « *Garantie Congrès* » a été mis en place pour 2020, 2021 et 2022 avec une enveloppe de 400 000 €.

L'optique étant de soutenir les retombées économiques sur le territoire, les « *congrès* » sont ici compris comme l'ensemble des événements professionnels au sens large (séminaire, convention, congrès, conférences, colloques), d'une durée minimum de 2 jours (impliquant donc l'achat d'une nuitée et restauration sur le territoire de la Métropole), et de plus de 300 participants. Des congrès d'une seule journée avec plus de 400 participants peuvent également être pris en compte.

Le dispositif prévoit trois types d'accompagnement et de soutien :

- Aide à la signature de nouveaux contrats ;
- Aide au maintien des manifestations en mode dégradé (réduction de jauge, surcoûts liés aux contraintes sanitaires, espaces supplémentaires) ;
- Aide au report (lié aux restrictions ou interdictions sanitaires).

A ce jour, le dispositif « *Garantie Congrès* » a montré son efficacité. Il permet à la fois d'inciter les clients qui hésitent encore à s'engager tout en minimisant leur prise de risque. 22 congrès à ce jour ont ainsi été approuvés par la Commission Technique et se sont tenus en 2021 (11 en 2021) et se tiendront en 2022 grâce à ce dispositif, ce qui représente plus de 12 000 congressistes. L'aide apportée par la Métropole en 2021 et 2022 est d'environ 200 000 €.

Il apparaît aujourd'hui que, si la situation sanitaire s'est améliorée, elle n'en demeure pas moins fragile. Les acteurs du marché de l'évènementiel restent méfiants quant au risque de rechute. La difficulté de faire signer ce type de congrès dans les années à venir persiste. Continuer à rassurer semble indispensable pour maintenir l'attractivité du territoire. Les organisateurs restent en demande de garanties pour limiter les risques en cas de rebond épidémique.

Compte tenu de la mise en place en toute fin d'année 2020 d'une part, des interdictions d'événements au 1er semestre 2021 liées à la crise sanitaire, d'autre part, et des disponibilités très contraintes de Montpellier Events, le dispositif n'a de fait commencé à produire ses effets qu'en juin 2021. Actuellement prévu jusqu'au 31 décembre 2022, sa prolongation jusqu'au 31 décembre 2023 permettrait de faire en sorte que Montpellier puisse être choisie ou confirmée par les organisateurs de congrès, comme destination privilégiée dans les mois à venir. Les crédits d'ores et déjà réservés pour ce dispositif permettraient de couvrir également 2023.

Le coût de ces mesures ne devant pas reposer sur l'économie du contrat de Délégation de Service Public (DSP) Corum-Zénith, une prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole de la perte de recettes d'exploitation sous forme de compensation financière équivalente est nécessaire. Ainsi, il y a lieu de modifier par avenant le contrat de DSP de Montpellier Events afin de prolonger d'un an, jusqu'au 31 décembre 2023, le dispositif « *Garantie Congrès* ».

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°5 au contrat de délégation de Service Public confié à Montpellier Events pour la gestion du Corum et du Zénith ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, Mme Régine ILLAIRE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Coralie MANTION, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, M. Manu REYNAUD, Mme Sylvie ROS-ROUART, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-  
Président**

**Signé.**

**Renaud CALVAT**

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-174961-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.